

RUANDA-URUNDI
SERVICE PENITENTIAIRE.
MAISON CENTRALE
DE
DETENTION.

Cd

Nom : *Muramira, mukutu, umugesera*

Origine : *coll. Nyakirama r. chef Kanjabugoyi.*

Chefferie : *chef Nwaburindi prov. Bukoma*

Poste : *Carré Ruhengeri.*

Profession : _____

N° du R. E. : *1480*

N° du R. M. P. : *2149*

N° Dactyl. : _____

Arrêté, le : *20-1-40*

Entré, le : *20-8-40*

Condamné le : *20-6-40*

1/4 de peine : _____

Sortie le : *3-9-40*

Rapatrié le : _____

Expulsé, le : _____

Décédé, le : _____

A. et F.T. pays le 7-40 quitt. 271

Le Gardien,

le 25.7.40 -

Mlle...

Travail.

Colonne pour Br.

v. a. v.

Ruhengeri



10198

[Signature]

REQUISITION
à fin
d'emprisonnement

TRIBUNAL de *Police*

Reg. du M. P. N° *2149/Ruh*
Registre du rôle N°

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de

Police de Ruhengeri

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 142 et 146 du décret du 11 juillet

1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

Ruhengeri

de recevoir et emprisonner le nommé

Munamira, instituteur communal fils de
Baryamisharu et de Bahemwe des coll. Nyakirama et chef
Kanyabugoyi chef Rwaburindi prov. du Burundi T. Ruh.
condamné par jugement du Tribunal *de police*

en date du *20 juin* 193*0* devenu irrévocable le 193

à *2 mois et 15 jours de S.P.P. + 175 fr. d'am. del. légal ou 15 jours de S.P.S. + 19 fr.*
de F.T. soit 9,50 fr. chacun del. légal ou 2 jours de C.F.C.
du chef de *délit* *commerciaux sans permis de commerce, sans permis de circulation*
commerce de gros détail. 1. Art. 1 et 5 du décr. du 13.8.37 et 8 de l'ord. du 9.9.37
et R.U. 3. Ord. du 15.9.36 et pas le art. 1 et 3 de l'ord. loi du 15.11.25
Ruhengeri, le 20 juin 1940.

L'Officier du Ministère Public,

J. Anthier

Disons..... avoir..... lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

(1) Biffer la mention inutile.

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent *quarante*

le vingtième jour du mois de juin

à la requête de nous-mêmes

Officier du Ministère Public près le Tribunal 6. territorial du Canada

Nous *D. Vanthico*

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

prévenu de

infraction prévue et punie par l'..... art.

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 :

Attendu que (1)

(2) Ordonnons que le susdit

sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

(2) Confirmons pour une durée de

la détention préventive ordonnée par le Tribunal de

en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons avoir lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent *quarante*
le *vingt-cinquième* jour de *juin*
à la requête de *nous-même*

Officier du Ministère Public près le Tribunal *Territorial du Ruanda*

Nous *D. Vauthier*

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de *Presabigwi, marié, une femme*
Fils de Rwenzere, e.v. et de Nyirabakaba, d.e. Coll. Rukengezi, s. chef Kanari, chef Gakwari
prévenu de *abus de confiance*
infraction prévue et punie par l'art. *95 du C. P. L. II*

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) *les faits sont établis par l'examen*
du dossier

(2) Ordonnons que le susdit *Presabigwi*
sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

Rukengezi le 30.6.40
L. O. M. C. Vauthier
V. Vauthier

(2) Confirmons pour une durée de
la détention préventive ordonnée par le Tribunal de
en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
- (2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
- (3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

REQUISITION
à fin
d'emprisonnement

TRIBUNAL de Police

Reg. du M. P. N° 2164/Ruh

Registre du rôle N°

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de

Police de Rukengui

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 142 et 146 du décret du 11 juillet

1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

Rukengui

de recevoir et emprisonner le nommé

Kivesabigwa, mukutu, umukunda, fils de
Kwenda et v. et de Nyirashakha de coll. Rukengui
s. chef Kanari chef Gakwara prov. Mulera Govt. Ruh

condamné par jugement du Tribunal

de Police de Rukengui

en date du

2 juillet

1930 devenu irrévocable le

193

à 3 mois de S. P. P. + 25 fr d'am. del. 1 mois ou 5 jrs de S. C. S. + 22 fr
de F. T. del. 1 mois ou 4 jrs de S. C. S. + 22 fr
du chef d'abus de confiance

Rukengui, le 2 juillet 1930.

L'Officier du Ministère Public,

X. Anthier